

I - Programme de l'épreuve orale de leçon.

Le programme des options A (littérature) et B (civilisation) est constitué par le programme des épreuves d'admissibilité de l'agrégation externe :

A – Littérature

- 1 – William Shakespeare. *King Henry V* [c. 1599]. Edited by Andrew Gurr. Cambridge: Cambridge University Press (The New Cambridge Shakespeare), 2005.
- 2 – George Eliot. *Middlemarch* [1871-72]. With an introduction by Felicia Bonaparte and notes by David Carroll. Oxford: Oxford World's Classics, 2008.
- 3 – Henry James. *The Wings of the Dove* [1902]. Edited by J. Donald Crowley and Richard A. Hocks. New York, London: W.W. Norton Critical Editions, 2003.
- 4 – Edward Morgan Forster. *Howards End* [1910]. Edited by David Lodge. London: Penguin Classics, 2000, reprinted 2012 ; et le film *Howards End*, réalisé par James Ivory, Merchant Ivory Productions, 1992.
- 5 – John Ashbery. *Self-Portrait in a Convex Mirror* [1975]. Carcanet Poetry, second edition. Carcanet Press, 2007 (ISBN : 978 1 857549 06 5).

B – Civilisation

1 – La BBC et le service public de l'audiovisuel, 1922-1995

Après la monarchie, la BBC est sans doute l'institution britannique la plus célèbre à travers le monde, ainsi qu'une référence internationale en matière de journalisme. Fondée en 1922, la BBC a accompagné les Britanniques sur plusieurs générations, à travers les crises politiques et les changements sociaux du pays. Surnommé de manière affectueuse « Auntie » ou « the Beeb », mais souvent critiqué, ce service public de l'audiovisuel occupe une place importante dans la vie de la nation.

Il s'agira d'étudier l'histoire de la BBC depuis sa fondation, en passant par le début des diffusions télévisées en 1937, jusqu'à sa mue numérique en 1995, étape qui marque la fin de ce qui peut être considéré comme l'ère classique de l'audiovisuel britannique. On accordera une attention particulière au statut juridique de l'institution, à sa place dans le paysage audiovisuel et à sa relation avec le pouvoir politique. Le modèle économique de la BBC mérite aussi d'être étudié, en particulier les modalités de son financement. Du point de vue culturel, le contenu des programmes et la manière dont leur choix est décidé retiendront l'attention ; si le rôle des dirigeants de la BBC et des équipes de production est essentiel, il évolua au fil du temps, en fonction des attentes du public et des changements de la société.

Le paysage audiovisuel

La BBC, originellement la *British Broadcasting Company*, fut créée en octobre 1922 par un groupe de pionniers de la radiodiffusion. John Reith, ingénieur écossais de 33 ans, en fut nommé *General Manager*. En 1927, à la suite des rapports des commissions Sykes (1923) et Crawford (1926), la BBC devint une entreprise de service public, constituée par charte royale en tant que *British Broadcasting Corporation*, avec pour mission d'« informer, éduquer et divertir » ses auditeurs et financée par le biais d'une redevance.

Entre 1922 et 1936, la BBC produisit exclusivement des programmes radiophoniques, dont elle avait alors le monopole. Ces premières années furent caractérisées par nombre d'innovations, depuis la diffusion de pièces de théâtre écrites pour la radio jusqu'à des débats électoraux, qui rencontrèrent un succès certain. La proportion de foyers équipés d'un poste de radio augmenta rapidement pour atteindre les trois quarts en 1938.

A partir de 1937, la BBC diffusa ses premières émissions télévisées, interrompues par la Seconde Guerre mondiale, mais la retransmission du couronnement d'Elizabeth II en 1953 consacra la place de ce nouveau média dans le paysage audiovisuel britannique. En 1950, à peine plus de 4 % des foyers disposaient d'un téléviseur, mais ils étaient plus de 90 % en 1964.

Le monopole télévisuel de la BBC prit fin en 1954 au moment de la création d'une entité privée, *Independent Television (ITV)*, suivie en 1982 par la création d'une autre chaîne de service public, *Channel 4*, ainsi que d'une déclinaison galloise, *S4C*. De son côté, la BBC obtint en 1964 une seconde chaîne de télévision,

BBC 2. L'arrivée de la télévision par câble en 1983 et par satellite en 1989 élargit l'offre mais contribua par la même occasion à éclater le paysage audiovisuel.

S'agissant des radios, elles furent réorganisées au sortir de la Seconde Guerre mondiale afin de mieux répondre aux attentes de la population. La *BBC Home Service* proposait notamment des informations, tandis que la *BBC Light Programme* offrait de la musique et des émissions de divertissement populaires, et la *BBC Third Programme* de la musique classique et des émissions culturelles. En 1967, ces radios devinrent respectivement Radio 4, Radio 1 et Radio 3, auxquelles s'ajouta Radio 2, chacune ayant un positionnement propre dans un paysage marqué par l'ouverture des ondes aux radios privées à partir de 1973.

La BBC et le pouvoir politique

L'indépendance de la BBC est garantie par sa charte, dont le renouvellement décennal permet toutefois au gouvernement d'exercer une influence sur l'institution. Son Conseil des directeurs (*Board of Governors*), composé de douze membres nommés par le Premier ministre, devait rendre des comptes au Parlement et aux auditeurs. Sous l'autorité de son Président (*Chairman of the Board*), le Conseil décidait de la stratégie, nommait le Directeur général et publiait des rapports annuels, tandis que la programmation relevait de la responsabilité du Directeur général et de son équipe.

Le traitement de l'actualité fut souvent à l'origine de désaccords avec le gouvernement. Lors de la grève générale de 1926, John Reith, Directeur général, chercha à gagner la confiance du public en diffusant plusieurs points de vue, mais il subit de fortes pressions gouvernementales pour ne pas donner la parole au dirigeant du Parti travailliste. Pendant la Seconde Guerre mondiale, la BBC refusa de devenir un instrument de propagande aux ordres du gouvernement, mais participa néanmoins au maintien du moral de la population et accepta de censurer toute information susceptible de compromettre la sécurité nationale. La manière dont la BBC couvrit la crise de Suez (1956), les grèves des années 1970 ou la guerre des Malouines (1982) fit l'objet de polémiques, tout comme certains documentaires produits par l'équipe de *Panorama*, célèbre émission d'information diffusée depuis 1953.

Une autre source de tensions entre le gouvernement et la BBC tient à son modèle économique. Après la Seconde Guerre mondiale, l'audiovisuel connut une expansion rapide, ponctuée par plusieurs rapports officiels – dont le rapport Beveridge en 1951, le rapport Pilkington en 1962 et le rapport Annan en 1977 – qui abordèrent les questions du financement par la publicité, du monopole de la BBC, de la qualité des programmes et de l'impartialité du service public. Quant au rapport Peacock (1986), s'il se prononça pour le maintien de la redevance audiovisuelle, il recommanda dans le même temps la privatisation des chaînes radiophoniques BBC Radio 1 et BBC Radio 2.

Ces questions furent aussi débattues au parlement, où conservateurs et travaillistes s'opposèrent sur la place à accorder au secteur privé et sur le financement de la BBC. En 1986, la nomination de Marmaduke Hussey au poste de Président du Conseil, tout comme la démission forcée du Directeur général, Alasdair Milne, fut perçue par beaucoup comme une tentative de reprise en main par le gouvernement conservateur d'une BBC jugée trop favorable à la gauche.

La culture et la société britanniques

Pendant les années vingt, le monopole de la BBC contribua à unifier le Royaume-Uni, par des émissions écoutées par un nombre croissant de Britanniques. L'influence sur les programmes de John Reith, Directeur général jusqu'en 1938, fut considérable. Attaché au rôle moral et éducatif de l'institution, il privilégia une vision ambitieuse de son contenu culturel, tout en veillant à ce que l'ensemble de la population trouve son compte dans les programmes. Il devint toutefois vite apparent que les auditeurs souhaitaient davantage de choix, et à partir de 1930 la coexistence d'un programme national de radio et de programmes régionaux permit de répondre partiellement à cette attente.

En 1940, la création d'une programmation destinée aux militaires, le *BBC Forces Programme*, en complément du *Home Service*, fut un succès immédiat. Dans une nette rupture avec les années reithiennes, le choix fut fait, à partir d'une étude des attentes des auditeurs (*BBC Listener Research*), de privilégier le divertissement. Le ton devint plus informel et les accents se diversifièrent. Grâce à des émissions comme *It's That Man Again* (1939-1949), très écoutée sur le front intérieur, la BBC permit d'unir la population dans le cadre de l'effort de guerre, à défaut de surmonter les clivages sociaux.

La création de trois radios distinctes au sortir de la guerre fut conçue à l'intention des principales catégories sociales : la *BBC Light Programme*, avec ses émissions de divertissement populaires, était destinée au plus

grand nombre, alors que la *BBC Home Service* s'adressait davantage aux auditeurs des classes moyennes et la *BBC Third Programme* aux élites intellectuelles et culturelles.

A partir des années 1950, la BBC adapta petit à petit son offre à une société en plein changement. Des séries au long cours, comme *The Archers* (1951) et *EastEnders* (1985) qui mettent en scène la vie de communautés rurale et urbaine, intégrèrent maintes évolutions sociétales au fil des décennies, tandis que l'ouverture aux cultures populaires et à diverses minorités constituèrent une réponse au besoin des Britanniques d'un intermédiaire culturel capable de les aider à penser et reconnaître leur pays.

En somme, dans une démarche relevant notamment de l'histoire des médias, dont Asa Briggs fut un pionnier par son histoire remarquable de l'audiovisuel britannique (*A History of Broadcasting in the United Kingdom*, Oxford University Press, 5 volumes, 1961-1995), l'étude de la BBC permettra de mieux comprendre la manière dont ce service public singulier s'imposa comme un acteur essentiel de la vie du pays, accompagnant avec plus ou moins de succès les évolutions de la société.

2 – La présidence de Barack Obama (2009-2017)

La présidence de Barack Obama fut inédite par la dimension symbolique de l'élection du premier président afro-américain à la Maison-Blanche. Elle fut également controversée. Dans les rangs du Parti républicain et de la mouvance conservatrice, des soupçons furent exprimés quant à son penchant supposé pour le socialisme, sa religion ou son lieu de naissance, jetant ainsi le doute sur sa légitimité de chef de l'État, puisqu'une personne née hors du territoire américain n'est pas éligible à la fonction présidentielle. À l'inverse, ses partisans virent en lui le sauveur d'une Amérique affaiblie moralement, diplomatiquement et économiquement lors de la présidence de George W. Bush (2001-2009), discréditée à leurs yeux par la « guerre contre la terreur » et une crise économique de premier plan. La campagne présidentielle de 2009 suscita ainsi l'espoir d'un grand changement chez les électeurs d'Obama, pour qui il incarnait la possibilité d'un renouvellement de la présidence, de l'État fédéral et de la société, ainsi que l'éventualité d'une amélioration du sort des minorités et d'une réduction des inégalités. Le degré de concrétisation de ces espoirs constitue l'un des critères à l'aune desquels un état de lieux de la présidence Obama peut être établi. D'autres paramètres pertinents sont également à prendre en compte, tels que la trajectoire personnelle et politique d'Obama, le contexte économique dont il hérita en 2009, ou encore la nature du système politique américain, caractérisé par une séparation des pouvoirs qui limite la marge de manœuvre du président.

Les modalités d'action d'Obama évoluèrent en fonction de la composition politique du Congrès : s'il put s'appuyer initialement sur une majorité démocrate dans les deux chambres, il dut faire face à une majorité républicaine à la Chambre des représentants à partir des élections législatives de 2010, puis au Sénat à partir de 2014. En politique intérieure, comme en politique étrangère, les années Obama furent caractérisées par la recherche constante du compromis. Cependant, une posture présidentielle en apparence moins impériale (pour reprendre le terme employé par A. Schlesinger dans son ouvrage *The Imperial Presidency*), conjuguée à des erreurs de communication à propos du programme de ses deux mandats, a facilité la tâche d'une opposition décidée à faire obstruction. L'échec de la nomination de Merrick Garland à la Cour suprême en 2016 illustre ces difficultés. Obama, dont les talents d'orateur l'aidèrent à remporter deux élections de suite avec une majorité du vote populaire, dut revoir ses ambitions à la baisse. Pour cerner les rapports de force, il conviendra de tenir compte des interlocuteurs du président, tant démocrates que républicains. Parmi les principaux acteurs de la période, on retiendra des conseillers et ministres influents de l'administration Obama (par exemple, Hillary Clinton, Rahm Emmanuel, Timothy Geithner, John Kerry, Jacob Lew, Susan Rice et Lawrence Summers), ainsi que les dirigeants de l'opposition, notamment John Boehner, John McCain, Mitch McConnell, Mitt Romney et Paul Ryan.

On tâchera d'examiner la présidence Obama à l'aune d'un ensemble de promesses, de mesures et de résultats, en s'attachant au positionnement idéologique et à la stratégie politique du candidat puis du président, ainsi qu'au contexte socio-culturel de la période concernée. Un tel examen appelle une étude multidimensionnelle, qui peut s'articuler autour de cinq enjeux principaux.

L'économie

L'une des questions les plus épineuses à laquelle Obama dut faire face fut celle de l'économie. À son arrivée au pouvoir, il hérita d'une situation de crise économique extrêmement grave, dont l'ampleur, la nature et les conséquences, telles que les licenciements et saisies de logements (*foreclosures*), lui valurent le nom de Grande Récession, en écho à la Grande Dépression qui suivit le krach boursier de 1929. Les mesures fiscales, monétaires et économiques prises par l'administration Obama pour y faire face furent considérables, et si elles n'eurent pas le retentissement du *New Deal* des années 1930, elles aboutirent néanmoins au sauvetage de l'industrie automobile et des banques. En 2009, le plan de relance de l'économie (*American Recovery and Reinvestment Act*) permit de réduire le chômage, tandis que la loi Dodd-Frank de 2010 visait à mieux réguler le système bancaire. Sur ces points, il conviendra de privilégier la portée idéologique et le débat politique autour du *stimulus* et de la politique de sauvetage des grandes entreprises plutôt que les aspects purement techniques de la politique économique menée par l'administration Obama.

La politique sociale

Le champ d'intervention des pouvoirs publics étant très vaste dans le domaine de la politique sociale, il s'agira de mettre l'accent sur les mesures politiques fortes ou à portée symbolique. La réforme du système de santé (*Obamacare*) demeure l'action la plus emblématique de la présidence Obama en matière de politique sociale. Les tergiversations, les maladroites politiques et l'opposition farouche des conservateurs, démocrates autant que républicains, vidèrent le texte de loi (*Patient Protection and Affordable Care Act*) d'une grande partie de sa substance, témoignant ainsi de la difficulté politique à réformer en profondeur le système de santé. On peut penser que, malgré cette réforme, la politique sociale de l'administration Obama s'inscrit dans la droite lignée de celle de ses prédécesseurs. Qu'il s'agisse de l'enseignement, des *Faith-Based Initiatives* ou de l'aide aux plus démunis, Obama semble avoir opté pour la continuité plutôt que pour la rupture.

La défense de l'environnement

Sur cet enjeu comme sur les autres, il faut tenir compte du blocage systématique du Congrès et des incohérences de la Maison-Blanche. Les promesses écologiques d'Obama, esquissées dans sa campagne électorale de 2008, enthousiasmèrent les écologistes. Mais très vite, les choix économiques reléguèrent la question environnementale au second plan. Obama semblait penser que sa réélection en 2012 dépendrait principalement du taux de chômage, de la croissance, de la compétitivité économique et du compromis avec le Congrès, même si son discours officiel continuait à articuler transition énergétique et croissance économique. En 2013, en revanche, libéré du fardeau de la réélection, Obama déclara : « si le Congrès n'agit pas [en faveur de l'environnement] pour protéger les générations à venir, moi, je le ferai », annonçant un deuxième mandat marqué par des décisions importantes en matière environnementale. En novembre 2015, il rejeta le projet d'oléoduc géant Keystone XL et annonça le *Clean Power Plan* concernant le charbon. La signature, au siège de l'ONU à New York en 2016, des accords de Paris (COP21) consacra Obama comme président favorable à l'écologie. Mais les obstacles juridiques auxquels le *Clean Power Plan* dut faire face, tant devant la Cour suprême que devant la Cour d'appel fédérale, illustrent à la fois la complexité du système politique américain et la difficulté de porter un jugement sur la politique de l'administration Obama sans tenir compte des contre-pouvoirs.

La politique étrangère

La politique étrangère américaine est guidée par des intérêts inscrits dans la durée. L'opposition d'Obama à la guerre en Irak laissa présager qu'en arrivant au pouvoir, il allait être confronté à l'inertie du complexe militaro-industriel. Si elle fut réelle, le président réussit pourtant à infléchir la politique extérieure de son pays sur de nombreuses questions, notamment vis-à-vis de l'Iran et de Cuba. Mais à force de vouloir se démarquer de son prédécesseur et éviter une démarche de nature idéologique, Obama se vit critiqué pour son indécision, et parfois pour son improvisation. Aux yeux d'un bon nombre de conservateurs, il faisait figure de fossoyeur de la puissance, de l'hégémonie et du *leadership* américains. Le cadre doctrinal de la politique étrangère de l'administration Obama s'avère difficile à décoder, ce qui s'explique en partie par l'échec de l'unilatéralisme bushiste des années 2000 et par la complexité inhérente à l'utilisation du *smart power* prôné par Obama. Le bilan comporte des échecs indéniables. Après le discours prometteur du Caire en 2009, Washington ne parvint pas à résorber la fracture entre le monde musulman et l'Occident, ni à faire avancer la cause de la paix au Proche-Orient. Quant au soutien apporté à l'intervention militaire franco-

britannique en Lybie en 2011, il fut contesté, tout comme le refus d'intervenir en Syrie en 2013 malgré l'utilisation d'armes chimiques par le régime syrien.

Le leadership moral

La victoire d'Obama à l'élection présidentielle de 2008 eut un impact immédiat sur l'image des États-Unis, ternie par l'invasion de l'Irak en 2003. La promesse de retirer les troupes américaines d'Irak et de fermer la prison de Guantanamo laissait penser qu'un terme serait mis à certaines dérives des néoconservateurs, ce que le comité Nobel encouragea en attribuant le prix de la Paix au président américain dès 2009. Or non seulement le centre d'incarcération de Guantanamo ne fut pas fermé, mais le nombre de personnes tuées à l'étranger par des drones de l'armée américaine, hors de tout cadre juridique reconnu, augmenta. En 2013, l'affaire Snowden montra que l'État américain se dotait de moyens de surveillance contraires aux principes en vigueur. De même, si le discours de campagne sur la notion de race, prononcé à Philadelphie le 18 mars 2008, laissait penser que la société étatsunienne avait évolué sur la question raciale, tendant vers une plus grande égalité républicaine, l'élection de 2008 fut suivie par une augmentation des violences policières contre les Noirs et une polarisation accrue du débat public, avant que l'élection de 2016 ne porte au pouvoir un candidat décidé à détricoter le legs de son prédécesseur.

La participation élevée lors de l'élection présidentielle de 2008 reflète les grands espoirs suscités chez nombre d'électeurs par la campagne d'Obama. Ces espoirs furent en partie déçus car, contrairement à Franklin Delano Roosevelt ou Ronald Reagan par exemple, Obama ne parvint pas à transformer la société. Au bout du compte, il fut un président gestionnaire et réformateur, plutôt que fondateur. Mais au-delà d'un bilan sans doute mitigé, il s'agira d'étudier le contexte historique de la présidence Obama, ainsi que ses enjeux politiques, sociaux et économiques, avec la distance critique nécessaire pour prendre la pleine mesure de ces huit années de pouvoir.

Le programme de l'option C (linguistique) est celui des épreuves d'admission de l'agrégation externe :

C – Linguistique

Leçon :

Dans le cadre du programme ci-dessous, il est demandé au candidat de répondre à une question d'ordre théorique ou de discuter une ou plusieurs affirmations de linguistes tout en illustrant son argumentation à l'aide d'exemples tirés d'un corpus d'anglais contemporain qui lui sera fourni lors de la remise du sujet. Des connaissances théoriques sont attendues.

L'aspect.

II - Épreuve hors programme en anglais.

Lors de la préparation de l'épreuve, les candidats auront à leur disposition :

- des dictionnaires unilingues anglais et américain.
- *The Encyclopaedia Britannica* DVD ROM, Ultimate edition, 2015.

N.B. Les éditions sont données à titre indicatif.